



SALON INTERNATIONAL DE LA CHAÎNE DE VALEUR ESTHÉTIQUE ET BIEN-ÊTRE

DU 31 JANVIER AU 02 FÉVRIER 2024

L'HÔTEL DE VILLE DE YAOUNDÉ



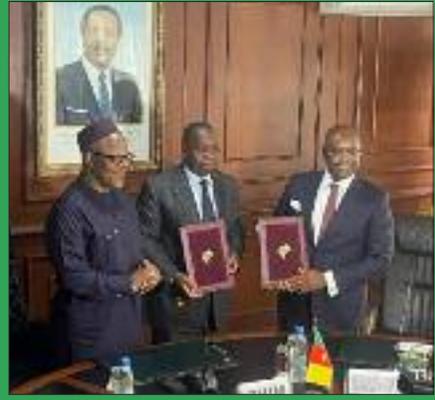
2ÈME ÉDITION

Récépissé N°00000011/RDA/J06/SAAJP/BAPP du 29 MAI 2023

lavoixdesentreprises@gmail.com

LA VOIX DES ENTREPRISES

N° 036 du Mercredi 31 janvier 2024 - TEL: (+237) 674114156 - DP: Raphael Mforlem



BORROWING

Cameroon obtains 131 billion FCFA from Afreximbank

PAGE 6



PERFORMANCES

La Cobac récompense le mérite du PAD

Lors de la session ordinaire de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale tenue à Douala le 19 décembre 2023, le Port Autonome de Douala a été hissé au rang des Entreprises de Grand Standing, sur proposition de l'Association Professionnelle des Établissements de Crédit (Apec).

Page 3

DISTINCTIONS



Minpmeesa honore son personnel méritant

PAGE 4

CUSTOMS REVENUE

North-West Records Boom Performance in 2023

PAGE 5

MINKOUMA HYDRO POWER PROJECT

Une avancée majeure vers la réalisation

PAGE 7

DRINKS CENTER
Achetez l'Esprit Libre

RESTAURANT LE CARNIVORE

CI23 SUCE TA CAN

A DRINKS CENTER ET AU RESTAURANT LE CARNIVORE

FAZINE

COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS CÔTE D'IVOIRE 2023 CAF

DU 13 JANVIER AU 12 FÉVRIER 2024

+237 670 43 33 31 / 699 48 20 71

ENTREPRISES

PRODUCTION SUCRIÈRE

C'est grâce à l'exploitation de nouvelles terres récemment acquises par la Société sucrière du Cameroun (Sosucam), que la filiale du groupe Somdia, souhaite revoir sa production à la hausse.

100 000 tonnes en perspective pour 2024

Soutenir les efforts du gouvernement camerounais pour réduire les importations de sucre et combler le déficit sur le marché local, c'est l'objectif visé par cette augmentation de la production du sucre. En 2024, la production sucrière au Cameroun devrait connaître une hausse significative, estimée à plus de 100 000 tonnes de sucre produites par la Société sucrière du Cameroun (Sosucam) 2024, contre 86 500 tonnes en 2023. Cette augmentation est rendue possible grâce à l'acquisition de nouvelles terres d'une superficie totale de 500 hectares, qui seront exploitées sur une période de trois ans. Cette expansion fait suite

à une croissance de 40,9 % de la production entre 2022 et 2023. Les nouvelles plantations, réparties en deux lots de 250 hectares, entreront en exploitation après la construction de 10 kilomètres de piste et 7 dalots. Les travaux initiaux comprendront la préparation des terres, le tracé des pistes entre les parcelles, le défrichage mécanique et la coupe des arbres, entre autres. Cette expansion portera la superficie totale des plantations de la Sosucam à 19 200 hectares. Elle s'inscrit dans le cadre du plan de relance de l'entreprise, qui vise à améliorer le transport des cannes depuis les plantations et à moderniser les usines de Mbandjock et Nkoteng afin de



réduire les pertes et d'augmenter la production quotidienne. D'après Jean-Pierre Champeaux, directeur général de la Sosucam, « cette augmentation de la production permettra à court terme de répondre à la volonté du gouvernement de ne pas importer de sucre en 2024, tout en réduisant à long terme le déficit de sucre sur le

● **Un ouvrier dans l'une des plantations de la Sosucam.**

marché camerounais ». Dans l'une de ses sorties en novembre 2023, Luc Magloire Mbarga Atangana, ministre du Commerce, a annoncé que : « Le Cameroun ne prévoyait pas d'importer de sucre en 2024, compte tenu des stocks disponibles et de la demande nationale ». Selon les statistiques, les importations de sucre en

2023, ont atteint 280 000 tonnes, pour une demande locale estimée à 225 000 tonnes par an. Cela a représenté un coût d'environ 208,3 milliards de FCFA pour le Cameroun. L'excédent de 55 000 tonnes provenant de ces importations, combiné aux 86 500 tonnes produites par la Société sucrière du Cameroun (Sosucam) en 2023, permettront de constituer un stock prévisionnel de 135 000 tonnes pour l'année 2024. Le gouvernement envisage également de réviser le prix homologué du sucre sur le marché local afin de garantir un accès équitable à cette denrée pour tous les consommateurs.

Raphael Mforlem

EQUIPEMENTS

La Société de développement du coton du Cameroun (Sodecoton) a récemment annoncé son intention d'investir 175,9 millions FCFA dans l'acquisition de nouveaux équipements pour ses usines de Douala et Garoua.

La Sodecoton prévoit d'investir 180 millions FCFA

Cest pour accroître la capacité de stockage et de transformation de l'entreprise afin de renforcer sa compétitivité sur le marché international que la Société de développement du coton du Cameroun (Sodecoton) prévoit d'investir 175,9 millions FCFA dans l'acquisition de nouveaux équipements pour ses usines de Douala et Garoua. Cette décision vise à moderniser les installations de l'entreprise et à les rendre plus compétitives sur le marché mondial. Les nouveaux équipements permettront d'augmenter la capacité de stockage et de transformation des usines, ce qui aura un impact positif sur la production de fibre de coton.

Plus précisément, la Sodecoton souhaite se doter de deux Chaînes de mesures intégrées (CMI) de coton fibre équipées d'un lecteur de code barre et d'un thermo-détecteur (H2SD : high speed stickiness detector) de coton collant. Ces machines permettront de développer les capacités du service classement fibre de la marque de l'entreprise, en le mettant aux normes du marché. De plus, elles contribueront à améliorer les variétés de coton en cours de création et à mieux les caractériser en vue de leur adoption en vulgarisation. L'investissement dans ces équipements devrait également permettre à la Sodecoton de valoriser la fibre de coton sur le mar-

ché international, avec une estimation de 1 cent de dollar par kilo (5 FCFA/kg fibre Fob). La direction générale de l'entreprise prévoit que cette acquisition renforcera la capacité de stockage et de transformation des usines de Douala et Garoua. Il convient de rappeler que cet investissement de 175,9 millions de FCFA fait suite à un autre projet de 5,05 milliards de FCFA visant la construction d'une nouvelle unité industrielle de transformation d'huile de coton et de soja. Cette nouvelle unité aura une capacité de production de 300 tonnes par jour et contribuera à la diversification des activités de la Sodecoton. La Sodecoton, qui est le



● **Mohamadou Bayero, Directeur général de la Sodecoton.**

principal acteur de l'industrie cotonnière au Cameroun, se trouve actuellement en phase de reconstruction après avoir fait face à plusieurs difficultés ces dernières années. L'insécurité causée par la secte terroriste Boko Haram et la pandémie de Covid-19 ont impacté la production de coton de graine de l'en-

treprise. Malgré cela, la Sodecoton a réussi à améliorer son chiffre d'affaires grâce à la hausse du prix moyen de la fibre à l'exportation et à l'augmentation des ventes d'huile de coton et de tourteaux. En conclusion, l'investissement prévu dans de nouveaux équipements permettra à la Sodecoton d'améliorer sa capacité de stockage et de transformation, renforçant ainsi sa compétitivité sur le marché international. Cela contribuera également à la modernisation de l'industrie cotonnière au Cameroun et à la relance de la production de coton dans les régions septentrionales du pays. RM

PERFORMANCES

Lors de la session ordinaire de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale tenue à Douala le 19 décembre 2023, le Port Autonome de Douala a été hissé au rang des Entreprises de Grand Standing, sur proposition de l'Association Professionnelle des Établissements de Crédit (Apec).

La Cobac récompense le mérite du PAD

Depuis plusieurs années, les performances du Port Autonome de Douala (PAD), ne laissent aucune entité indifférente. Pour reconnaître cette prouesse plus que significative, la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (Cobac) dans la décision Cobac D-2023/278, du 19 décembre 2023, a classé le PAD au rang des entreprises de Grand Standing et d'importance nationale. Ceci en raison de son poids significatif dans l'économie camerounaise pour l'exercice 2024. Pour parvenir à cette décision, la Cobac a pris en compte le fait que le Port Autonome de Douala est une société anonyme dont le capital social s'élève à 30 576

millions FCFA et est entièrement détenu par l'État du Cameroun. En outre, le fait que le PAD assure près de 90 % du trafic national et emploie 1 346 personnes, a également pesé sur cette décision rendue par la Cobac. D'autres facteurs tels que l'analyse financière de la société, a permis à la Cobac s'appuyer sur les rapports des commissaires aux comptes des exercices 2020, 2021 et 2022, qui ont permis de relever qu'au 31 décembre 2022, le Port Autonome de Douala a enregistré un chiffre d'affaires, une valeur ajoutée et un résultat net positifs. Le fonds de roulement et la trésorerie nette de la société sont également positifs et ont connu une forte augmentation.



Port Autonome de Douala.

Cette reconnaissance du PAD en tant qu'entreprise de grand standing et d'importance nationale pour l'exercice 2024 est le résultat des nouveaux paradigmes de gestion portuaire mis en place depuis 2016 par la Direction Générale, avec le soutien du Conseil d'Administration et du gouvernement de la République. Cette distinction témoigne des perfor-

mances réalisées par le PAD et de son rôle essentiel dans l'économie du Cameroun. En tant que société de premier plan dans le secteur portuaire, le PAD contribue de manière significative au développement économique du pays. Cette reconnaissance renforce sa position et témoigne de la confiance accordée par les autorités nationales. À travers cette recon-

naissance, le PAD est appelé à continuer de jouer un rôle clé dans le développement du commerce et du transport au Cameroun. Son importance dans l'économie nationale souligne l'engagement du gouvernement envers le développement des infrastructures portuaires et la promotion du commerce international. Le PAD pourra tirer profit de cette reconnaissance pour renforcer ses partenariats et attirer davantage d'investissements. Il devra également continuer à mettre en œuvre des stratégies de gestion efficaces pour maintenir ses performances et contribuer à la croissance économique du Cameroun.

Raphael Mforlem

PROMOTION DU BILINGUISME

C'est grâce au Programme de Formation Bilingue dirigé par le Centre Linguistique Pilote de Yaoundé, au cours des dix dernières années en faveur de la formation du personnel dans les deux langues officielles du pays, que la présidence de la République a récemment décerné un Certificat de reconnaissance à cette institution.

Le Feicom honoré

En tant qu'institution publique, le Fonds spécial d'équipement et d'intervention intercommunale (Feicom) est tenu de répondre aux usagers dans la langue qu'ils comprennent le mieux. C'est pourquoi le programme de formation bilingue a été mis en place, avec le soutien du Centre Pilote de Yaoundé et des Centres Régionaux, afin de permettre aux employés de développer leurs compétences linguistiques dans les deux langues officielles du Cameroun. Dans le cadre de cette initiative, le Feicom observe chaque année la «

journée du bilinguisme », qui a eu le 26 janvier 2024. « Cette journée est l'occasion pour les employés de s'exprimer dans leur deuxième langue officielle et de mettre en pratique les compétences acquises lors de la formation. Cela permet également de sensibiliser l'ensemble du personnel à l'importance du bilinguisme et de favoriser un environnement de travail où les deux langues officielles sont valorisées », renseigne le Directeur général de cette institution, Philippe Camille Akoa. À travers ce Certificat de reconnaissance, le Feicom exprime sa gratitude

à la présidence de la République. Une distinction qui constitue un encouragement à poursuivre et à renforcer la pratique du bilinguisme au sein de l'organisation. En effet, le bilinguisme revêt une grande importance au Cameroun, un pays caractérisé par sa diversité linguistique et culturelle. La maîtrise des deux langues officielles, le français et l'anglais, est essentielle pour assurer une communication efficace au sein de l'administration publique et pour favoriser le développement harmonieux du pays. Le Fonds spécial d'équipement et d'intervention



Le certificat de reconnaissance décerné au Feicom par la présidence de la République

intercommunale, s'engage donc à continuer à promouvoir le bilinguisme et à renforcer les compétences linguistiques de son personnel. Il encourage également d'autres institutions et organisations à suivre cet exemple et à œuvrer en faveur du bilinguisme, afin de favoriser l'inclusion linguistique et de

renforcer l'unité nationale. Le Certificat de reconnaissance décerné par la présidence de la République au Feicom pour ses efforts en faveur du bilinguisme témoigne de l'importance accordée à cette valeur au Cameroun. Il encourage l'organisation à poursuivre ses actions dans ce domaine et constitue un appel à toutes les institutions et organisations du pays à promouvoir le bilinguisme et à valoriser les deux langues officielles pour assurer une communication efficace et renforcer l'unité nationale.

Raphaël Mforlem

INSTITUTIONS

DISTINCTIONS

Lors de la traditionnelle cérémonie de présentation des vœux de nouvel an Ministre des PME le 24 janvier 2024 au Palais des Congrès de Yaoundé, plusieurs personnels méritants de l'exercice 2023 ont été primés et des décorations remises aux artisans.

Minpmeesa honore son personnel méritant

Ce sont une vingtaine de distinctions qui ont été remis aux personnels méritants de l'année 2023, des services centraux et déconcentrés, ainsi que des décorations et médailles de travail en Or, Bronze et Vermeil, décernées aux personnels du Ministre des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat, (Minpmeesa) et aux artisans à l'occasion de la traditionnelle cérémonie de présentation des vœux de nouvel an au Ministre des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat, Achille Bassilekin III. En outre, des hommages ont été rendus aux personnels qui ont fait valoir leurs droits à la retraite, parmi lesquels se trouvait Mme Chindo Emilia, ancienne Inspectrice Générale du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie

Sociale et de l'Artisanat (Minpmeesa). Lors des interventions, Joseph Tchana, Secrétaire général du Minpmeesa, a dressé un bilan détaillé de l'année écoulée, en mettant en évidence quelques obstacles à la bonne exécution des activités. Il a ensuite présenté les vœux de l'ensemble du personnel au Ministre des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat. Au rang des perspectives, le Minpmeesa prévoit pour l'exercice 2024, de poursuivre son déploiement sur deux programmes opérationnels, à savoir la promotion de l'entrepreneuriat et la transformation et modernisation des unités de production. D'importantes activités sont prévues dans les trois secteurs d'activités que sont les PME, l'Artisanat et les Unités Économiques et Sociales (UES). Parmi ces activités, on



peut citer le Colloque International sur la diffusion de la culture entrepreneuriale, la densification de l'offre en structures d'incubation, le Programme « Start and Improve Your Business » (SIYB), l'organisation à Yaoundé du tout premier Forum Africain de l'Économie Sociale et Solidaire, la 8ème édition du Salon International de l'Artisanat du Cameroun (Siarc 2024), le repositionnement optimal de la

Le ministre Achille Bassilekin III et son personnel, lors de la cérémonie de présentation des vœux.

Banque Camerounaise des PME (BC-PME) dans l'arène du financement des PME. La finalisation du processus de mise en place du Fonds de promotion des PME, l'opérationnalisation du Fonds de Garantie des PME, la mise en place de lignes de financement au profit des PME dans certaines banques commerciales, le recours aux mécanismes de financement innovants, et la recherche de financements pour la mise en œuvre du Programme National de Développement de l'Économie Sociale (Pndes), pour n'en citer que quelques-unes, sont en ligne mire. Achille Bassilekin III, a exprimé le souhait que l'année 2024 soit celle de la concrétisation des attentes de chacun et de la prise de conscience collective de tous les personnels du Ministère, en vue de la mise en commun des efforts et des initia-

tives pour la construction d'un Cameroun fort et émergent. La cérémonie s'est conclue par une poignée de mains symbolique. En somme, la cérémonie de présentation des vœux a été l'occasion de récompenser les personnels méritants de l'année précédente et de dévoiler les projets ambitieux pour l'année 2024 au sein du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat. Ces initiatives visent à promouvoir l'entrepreneuriat, à moderniser les unités de production et à renforcer le secteur de l'artisanat au Cameroun. Avec ces projets, le Ministère s'engage à soutenir et à favoriser le développement des petites et moyennes entreprises, tout en encourageant l'économie sociale et solidaire dans le pays.

Raphael Mforlem

FINANCEMENT POUR LES PME

Le groupe d'investissement panafricain Investisseurs et Partenaires (I&P) a annoncé l'arrivée prochaine de Fako Capital, un nouvel organe de financement dédié aux petites et moyennes entreprises (PME) au Cameroun.

Fako Capital annoncé au Cameroun

Avec un fonds d'un montant compris entre 3 et 5 millions d'euros, soit environ 2 et 3,5 milliards de FCFA, le groupe d'investissement panafricain Investisseurs et Partenaires (I&P) a révélé ses plans de lancer deux nouvelles structures de financement au Cameroun et en Guinée. Parmi ces initiatives, Fako Capital se concentrera sur le financement des PME au Cameroun question de soutenir les entrepreneurs locaux et de renforcer la viabilité des entreprises du secteur privé. En effet, chaque entreprise bénéficiaire



pourra obtenir un financement allant jusqu'à 500 000 euros, soit 327,8 millions de FCFA. Fako Capital a été conçu pour répondre aux besoins spécifiques des entrepreneurs locaux, en

Vivian Tchatchueng, Responsable de la société de fonds, Fako Capital.

particulier ceux qui sont de petite taille, mais dotés d'un fort potentiel de croissance. En plus du financement, cet organe de financement prévoit de mettre en place des programmes d'accélération dédiés aux entrepreneurs dès la phase d'amorçage. Ces programmes seront dirigés par des hommes d'affaires locaux, tandis qu'I&P accompagnera les entrepreneurs à toutes les étapes du processus, plutôt que de prendre la tête de la levée et de la gestion des fonds. Dans le but de renforcer le soutien financier aux PME, I&P cherche égale-

ment à attirer de nouveaux investisseurs issus des secteurs bancaires, miniers et des télécommunications présentes dans les différents pays où opère Fako Capital. Cette initiative intervient dans un contexte de déploiement financier dans le secteur des PME au Cameroun, avec des discussions en cours pour faciliter l'accès au financement, principal obstacle à la survie des entreprises du pays. Selon une analyse du Centre d'analyse et de recherche sur la politique économique et sociale (Capes), le taux de survie moyen des entreprises

créées au Cameroun est de 27,7 % après cinq ans. I&P affirme avoir déjà soutenu plus de 200 PME dans une vingtaine de pays d'Afrique subsaharienne depuis sa création en 2002. Le groupe d'investissement a lancé plusieurs organes de financement dans des pays tels que le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Niger et l'Ouganda. Son dernier fonds, I&P Afrique Entrepreneurs 2 (IPAE 2), a bénéficié d'un investissement de 92 millions d'euros (60,2 milliards de Fcfa) en fonds propres.

Raphael Mforlem

OUTSTANDING ISSUED SECURITIES

The session of the Supervisory Board of the securities settlement and custody unit (CRCT) of the Bank of Central African States (BEAC) held on December 27, 2023 reveals that the outstanding issued securities in the CEMAC zone is at 6 billion FCFA by ending 2023. It should be noted that this outstanding amount represents an increase of 23.7% compared to the previous year.

CEMAC Registers Over 6 Billion FCFA in October 2023

This growth in the stock of public securities on the BEAC market testifies the increase in the financial needs of the CEMAC States. Despite the restrictive monetary policy put in place by the central bank to fight inflation, the securities market remains dynamic. This policy has led to an increase in the interest rates demanded by investors on the government securities market. The communiqué published at the end of the

CRCT meeting also reveals an increase in the average costs of public securities issued by the State during the period examined. Comparable Treasury bills (ETBs) have seen an increase in their average interest rate, from 5.76% to 6.03%. Similarly, comparable Treasury bonds (OTAs) recorded an increase in their average interest rate, from 8.50% to 8.97%. These interest rate increases testify to the attractiveness of public securities issued by the CEMAC states on the re-



gional financial market, despite the restrictive monetary policy of the BEAC. Investors are ready to accept higher rates to finance the

Beac headquarters in Yaoundé.

needs of the states of the region. It also shows the confidence of investors in the economic and financial stability of CEMAC. It should be emphasized that the increase in the stock of government securities can also be attributed to the desire of states to diversify their sources of financing. Public securities offer an alternative to traditional bank loans and allow states to mobilize funds on the financial markets. As a reminder, the stock

of securities issued by the CEMAC states has increased significantly, reaching more than 6 billion FCFA at the end of October 2023. Despite the restrictive monetary policy of the BEAC, the securities market remains dynamic, with rising interest rates. This testifies to the attractiveness of public securities issued by the states of the region and the confidence of investors in the economic and financial stability of CEMAC.

Sorelle Ninguem

CUSTOMS REVENUE

According to data from the General Directorate of Customs (DGD), customs revenues have increased from 11 million FCFA in 2019 to 400 million FCFA in 2022 before reaching 500 million FCFA at the end of 2023. The sums collected in 2023 exceed by 183 million FCFA those of 2016, the year when the region achieved its most important performances before the Anglophone crisis gradually degenerated into armed conflict.

North-West Records Boom Performance in 2023

After reaching their lowest level in 2019, at the height of the security crisis in the English-speaking areas, customs revenues in the North-West Cameroon region have resumed an upward trajectory to the point of exceeding pre-crisis levels.

« Peace has returned, activities have resumed and imports have resumed, culminating into this strong increase, » indicates an executive of the general directorate of customs, to explain these rising performances. In addition, the North-West Customs sector borders Nigeria and also shares its boundaries with the West and South-West Customs sectors. « Due



Ministry of Finance of Cameroon.

to this pivotal position, we note the presence of economic operators of various nationalities, as well as an increase in the flow of goods and services. With the commissioning of new road infrastructures between Central Africa and West Africa, in particular at the Mfum level (in the South-West region Editor's note), new and old

partners have an opportunity to follow new expressed objectives ... », explained the Director General of Customs, Edwin Fongod Nuvaga, in his speech during the launch ceremony of the 71st International Customs Day (IDD). « In 2023, you mobilized resources for the state budget, beyond expectations, for the 4th consecutive year,

and under difficult conditions (...) In 2024, expectations are more towards the increase in public revenues, for the structural transformation of the economy, for the protection of society and for the safety of people. The challenge is yours and ours. Because, you will always be able to count on the shoulder of the government and those of its partners. This is the whole point of this ceremony, » launched Minister Motazé to customs officers during the same ceremony. Indeed, the State of Cameroon expects global customs revenues of 1,079.9 billion FCFA in 2024, up 10% compared to 2023. The Minister of Finance took this opportunity

to recall the tax and customs advantages enjoyed by economic operators active in this part of the country, under the decree of September 2, 2019 recognizing the status of economically shattered zones (SEZ) to the regions of the Far North, North-West and South-West. « The objectives of the creation of economically affected areas are to encourage, promote and attract productive investments, with a view to developing activities aimed at promoting strong, sustainable and shared economic growth, as well as jobs in said areas, » said Louis Paul Motazé.

S. N

BANKING AND FINANCE

BORROWING

The loan agreement was signed between the Minister of Finance (MINFI), Louis Paul Motaze, and the vice-president of the African Import-export Bank (Afreximbank), George Elombi, on January 25 in Yaoundé. The loan aims at financing energy renewal projects, road maintenance and reconstruction to enhance economic boom.

Cameroon obtains 131 billion FCFA from Afreximbank

It is a loan in the amount of 200 million euros, or more than 131 billion FCFA that Cameroon has just contracted, from Afreximbank. During the signing of the agreement, George Elombi, vice-president of the African Import-Export Bank (Afreximbank), hinted that this loan is intended to finance certain projects in the energy sector, maintenance and construction of roads that link to certain national and international trade corridors, and also for imports of petroleum products. Precisely, « these resources will be devoted essentially to the completion of certain development projects inscribed in the Fi-

nance Law of the State of Cameroon for the 2023 financial year, the accounts of which are for the most part pending payment to the Treasury. Another part will be devoted to the clearance of the RAP (remains to be paid) of previous financial years, in order to guarantee the proper execution of the 2024 budget and to reduce the payment deadlines for public expenditure, » a source close to this file at the Ministry of Finance told Invest in Cameroon. Basically, this line of credit with Afreximbank should allow Cameroon to settle the invoices pending payment from the service providers of markets for certain develop-



ment projects, many of which are being implemented in various sectors throughout the country, which bills should have been paid in 2023 and in previous budget years. The loan agreement signing ceremony comes after the head of state si-

Signing of the financing agreement between the Minister of Finance Louis Paul Motaze and vice-president of Afreximbank, George Elombi.

gned a decree authorizing the Minister of Finance to use external bank loans in the amount of 200 billion FCFA intended for the financing of development projects included in the 2023 Finance Law and for the clearance of arrears from previous years. According to the vice-president of this pan-African trade finance institution, a loan whose repayment period is spread over a period of 5 years includes a two-year grace period, whose operation interest rate has not been disclosed. He continues with the assurance that the terms of the said agreement have been concluded in the best market conditions at

the MINFI, guaranteeing the overall sustainability of Cameroon's debt on the one hand and, on the other hand, preserving the interests and sovereignty of the country. A system guaranteeing the repayment of the various maturities on the correct date, we learn, has been put in place thanks in particular to the irrevocable letter of instruction given to the Central Bank. As of December 31, 2023, Cameroon's debt ratio was about 42% of GDP, placing the country in the top 10 of the least indebted African states, according to the International Monetary Fund (IMF).

Sorelle Ninguem

SECURITIES MARKET

Cameroonian credit institution, Alios Finance has been able to raise 2.5 billion to finance its credit activities development plan. The fundraising operation was carried out through an issue of negotiable medium-term bonds with a maturity of 5 years, with an interest rate of 6.35% and interest paid quarterly with two years deferred.

Alios Finance Cameroon Raises 2.5 billion FCFA

Subscribed to 100%, this issue is the first of a program arranged by Elite Capital Securities Central Africa SA, a Cameroonian stock exchange approved by the Financial Market Surveillance Commission (COSUMAF). Indeed, this issue of negotiable debt securities covers a total amount of 5 billion FCFA. A financial envelope to allow the company finance the development plan for its credit activities and leasing operations on its customers' equipment and operating equipment. With this operation, the lessor Alios finance Cameroon made a successful entry into the TCN market



with the network of agents of underwriters composed of Elite Securities Central Africa, Attijariwafa securities central Africa, EDC investment corporation and Fedhen capital. It is the second financial institution appro-

One of the managers of Alios Finances Cameroon.

ved for this type of issue in the CEMAC zone, after the Cameroonian banker Afriland First Bank which is the pioneer. The credit institution controlled by the Cameroonian billionaire Paul Kammogne Fokam issued its very first

NCT operation on the Central Bank market in March 2023, 8 years after the adoption, on March 27, 2015, of the regulation governing the organization of this market by the Ministerial Committee of the Central African Monetary Union (UMAC). According to the decree fixing the conditions for the issue and management of negotiable debt securities in Cameroon, NCTS, which are a novelty in the CEMAC zone, are « dematerialized financial securities, of a fixed term, issued at the will of the issuer in representation of a debt right, which bear interest ». These securities include negotiable me-

dium-term bonds, which are securities with a maturity of more than 2 years and less than or equal to 7 years, which can be issued by all companies and states. Apart from this category already issued by Alios and Afriland, TCNs also include certificates of deposit, which are securities with a maturity of less than or equal to 2 years, exclusively issued by credit institutions and Caisses de dépôts et consignations ; treasury notes, which are securities with a maturity of less than or equal to 2 years, which can be issued by all other non-financial companies and states.

S. N

RECETTES DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

Au cours de l'exercice écoulé, le gouvernement camerounais a collecté seulement 5 milliards FCFA de recettes provenant des frais de visas appliqués aux travailleurs étrangers.

Le Cameroun collecte à peine 25 % de l'objectif en 2023

Nonobstant l'ouverture d'un compte bancaire pour faciliter le paiement des recettes provenant des frais de visas appliqués aux travailleurs étrangers en 2023, seuls 2,5 % des travailleurs étrangers se sont acquittés de leur devoir, ce qui souligne les défis persistants en matière de collecte de recettes non-fiscales. En début novembre 2023, les difficultés rencontrées par l'Etat du Cameroun dans la collecte des recettes non-fiscales provenant des frais de visas appliqués aux travailleurs étrangers avaient déjà été relevées.

Alors que le Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle (Minefop) avait projeté des recettes de 14 milliards FCFA pour 2023, seulement 35 % de cet objectif a été atteint. Pour Jeanine

Ngo'o Eba, Directeur de la régulation de la main d'œuvre au Minefop, « la collecte de cette recette parafiscale, engagée depuis le 1er janvier 2023, a permis à l'État du Cameroun de collecter 5 milliards FCFA jusqu'à présent ».

Le paiement des frais de visas se fait par virement bancaire sur un compte ouvert auprès de l'opérateur postal public camerounais, la Cameroon Postal Services (Campost). Cependant, le gouvernement camerounais doit encore faire face à des défis dans cette mobilisation des recettes non-fiscales, car seulement 2,5 % des travailleurs étrangers se sont déjà acquittés de leur devoir.

Au ministère de l'Emploi et de la formation professionnelle, l'on apprend que tout ne se passe pas sereinement. Sur un objectif de collecter des frais



Issa Chiroma Bakary, Ministre de l'emploi et de la formation professionnelle.

de visas auprès d'au moins 60 000 travailleurs étrangers, seulement 5 milliards FCFA ont été collectés auprès de 1 500 travailleurs, ce qui représente moins de 25 % du taux de collecte visé.

Ayant échoué à mobiliser 14 milliards FCFA au cours de l'exercice précédent, le gouvernement envisage de collecter au moins 20 milliards FCFA d'ici la fin de l'exercice budgétaire 2024. Pour atteindre cet objectif, une plateforme a été mise en place pour

établir un fichier des travailleurs étrangers avec des informations détaillées sur leurs salaires. Selon le ministère de l'Emploi, « l'absence de ce dispositif était considérée comme une anomalie par le gouvernement ».

Jeanine Ngo'o Eba, Directeur de la régulation de la main d'œuvre au Minefop, renseigne que cette nouvelle approche des pouvoirs publics est une réponse aux préoccupations du secteur privé, qui avait plaidé pour des améliorations. « L'une des plaintes des employeurs camerounais était que le contact physique entre les usagers et les agents du ministère sur le terrain entraînait des lenteurs administratives et quelques dérives... Les dossiers sont traités en ligne et tout le monde peut avoir accès à cette plateforme de manière transparente », a-t-elle déclaré.

Il convient de rappeler que le gouvernement camerounais a institué dans la loi de finances 2023 un prélèvement sur les frais de visa de travail des travailleurs étrangers. Ce prélèvement est fixé à l'équivalent de deux mois de salaire et traitement brut pour les travailleurs non-africains, et à l'équivalent d'un mois de salaire et traitement brut pour les travailleurs africains, avec un abattement de 50 %.

La majeure partie des ressources mobilisées sera progressivement allouée à la formation professionnelle afin d'améliorer les compétences et de garantir une meilleure adéquation entre les formations et les besoins des entreprises, malgré les défis persistants en matière de collecte de recettes non-fiscales.

Raphael Mforlem

MINKOUMA HYDRO POWER PROJECT

Le protocole d'accord du projet d'aménagement hydroélectrique visant à atteindre l'objectif de 5 000 MW de puissance installée d'ici 2030, et qui va contribuer à la croissance économique et au développement durable du pays a été signé entre le gouvernement et la Société Cameroon Hydro-Development, le 26 janvier 2024.

Une avancée majeure vers la réalisation

Dans son discours du 31 décembre 2023, le Chef de l'État Paul Biya, avait annoncé la réalisation imminente du projet Minkouma. Cette annonce se concrétise avec la cérémonie de signature du protocole d'accord, présidée par le Ministre de l'Eau et de l'Énergie, Gaston Eloundou Essomba, le 26 janvier 2024, à l'hôtel Mont Fébé, à Yaoundé.

La signature de cet accord s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités, dont le Ministre Délégué au Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Terri-

toire, Paul Tassong, le 1er vice-président de l'Assemblée Nationale, Hilariion Etong, l'ambassadeur du Royaume des Pays-Bas au Cameroun, S.E. Joris Juriëns, S.E. Christopher John Lamora, ainsi que le PDG de Cam-Hydro, M. Justin Ntsama.

Le projet Minkouma Hydro Power Project a pour objectif de concevoir, financer, construire, exploiter et transférer une centrale hydroélectrique d'une capacité de 300 MW. Cela permettra au Cameroun de réaliser son objectif majeur de la Stratégie Nationale de Développement (SND30), qui est d'attein-



dre une puissance installée de 5 000 MW d'ici 2030. Le coût total du projet s'élève à 773 millions d'euros, soit environ 500 milliards FCFA, comprenant les lignes et pistes de transport. Le financement sera assuré à

30 % sur fonds propres et à 70 % par des emprunts locaux et internationaux. Cette signature marque le début d'un programme clair pour le projet. Les travaux débuteront en juin 2026, avec la mise en service

Signature du protocole d'accord entre Gaston Eloundou Essomba, Minée et le DG de Cameroon Hydro-Development

du premier groupe prévue pour décembre 2029, et la mise en service complète des quatre groupes est prévue pour juin 2030.

Le projet Minkouma Hydro Power Project représente une avancée majeure dans la réalisation de l'objectif énergétique du Cameroun. En développant une capacité hydroélectrique significative, le pays pourra répondre à la demande croissante en électricité, soutenir la croissance économique et favoriser le développement durable.

Raphael Mforlem



2^{ème} Edition

**SALON INTERNATIONAL DE LA CHAÎNE DE VALEUR
ESTHÉTIQUE ET BIEN-ÊTRE**

du



2024

31 JAN

02 FÉV



Au Musée National
Yaoundé.

Infolines:



(+237) 650 16 69 10.



Siveb-cmr.com